

## Le fantôme de Damase Potvin

Pierre Lefebvre

Volume 50, numéro 4 (282), novembre 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/34709ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lefebvre, P. (2008). Le fantôme de Damase Potvin. *Liberté*, 50(4), 96-102.

## **Le fantôme de Damase Potvin**

**Pierre Lefebvre**

Au-delà de ce qu'on pourrait toujours qualifier, par paresse, j'en conviens, de commotion, les fameuses coupures dans les programmes de Patrimoine canadien auront surtout servi à exposer, et j'oserais dire avec violence, ce qui se « médite » chez nous au sujet de la culture — et ce, c'est ce qui est fabuleux, tout autant du côté qui applaudit la décision que de celui qui s'en indigne.

Passons rapidement sur ceux qui sont contents. Le vrai monde qui, comme on le sait, se lève de bonne heure le matin pour aller travailler se contre-sacre du théâtre, comme de la littérature et de la danse contemporaine. Pourquoi devrait-il financer à même ses impôts des affaires plates qui ne l'intéressent pas? Les subventions à la culture sont à partir de là considérées, sans aucune ironie, comme du bésse de luxe, et ceux qui en bénéficient comme d'odieux parasites vivant sur le dos de ceux qui ont assez de colonne vertébrale pour avoir une vraie job.

On peut toujours résumer l'argumentaire de ce camp-là par les déclarations du député indépendant de la circonscription de Portneuf, l'inénarrable André Arthur, qui lors du lancement de sa campagne affirmait comme si cela allait de soi que le Cirque du Soleil et le chanteur Éric Lapointe n'ont pas besoin de subventions pour partir en tournée. Que le député de Portneuf mente sciemment ou non en laissant ainsi entendre que le célèbre cirque et le chanteur populaire bénéficiaient des programmes désormais disparus importe à peine parce qu'en affirmant une telle chose, il se pose en détenteur absolu du gros bon sens. Que Marie Chouinard, par exemple, puisse ne pas disposer du même budget que Guy Laliberté semble apparaître totalement inconséquent aux yeux et aux oreilles du bonhomme. En cela, il semble tout à fait incarner cette idée maîtresse qu'en matière de culture, les goûts et les couleurs ne sont pas à discuter. Tout y est du pareil au même, et l'œuvre d'Alexandre Jardin vaut bien celle de Dostoïevski. Du coup, l'unique manière de départager le bon grain de l'ivraie n'est

que la bonne vieille rentabilité, qui, contrairement aux élites intellectuelles, n'a jamais osé tromper qui que ce soit.

Ce qu'on peut ainsi en conclure, c'est que, pour une immense part de la population, de même, semble-t-il, que pour nos élus, les arts et la culture se résument à ce que les médias daignent leur montrer par souci de cote d'écoute. Ce qui existe, c'est Garou, Éric Lapointe, Isabelle Boulay, « Céline », Guy A. Lepage, Julie Snyder, l'incontournable Cirque du Soleil, de même que la part ténue des comédiens qui se trouvent à apparaître à la télévision. Le reste, le théâtre, la danse, la littérature, les arts visuels et la musique, n'existe pas et, pire encore, ne mérite pas d'exister. Les subventions dans le domaine de la culture s'avèrent ainsi un insupportable gaspillage pour la simple raison que les artistes qui *pognent* roulent tous en limousine et que ceux qui ne *pognent* pas, malgré les fortunes qu'on leur refile, ne rouleront jamais en limousine.

Du côté de la communauté « artistique », par contre, ce qui se dit m'apparaît beaucoup plus inquiétant. L'argument premier des « artistes », et c'est là que c'est révélateur, est que la culture est d'abord et avant tout une espèce de ciment identitaire, ce qui fait que la Nation est la Nation, que nous sommes ce que nous sommes. Le rôle de la culture serait ainsi la défense et l'illustration de notre identité, ou même à la limite de nos identités, une manière de miroir ou de portrait officiel sans lequel nous ne saurions nous reconnaître, de même qu'une carte de visite ou un passeport sans lequel les autres ne sauraient nous distinguer de la masse. Or, et c'est ce qui ne manque pas de sel, l'argument des arts comme sédiment de l'identité est précisément celui avancé par les conservateurs afin d'éliminer les désormais fameux programmes. Il s'agissait en effet de faire en sorte que l'image du Canada à l'étranger ne soit pas celle d'une belle gang de dégénérés. Le désaccord entre les « artistes » et le gouvernement Harper ne tient donc pas tant dans leur conception de la culture que dans l'idée qu'ils se font de l'identité à préserver par le biais de la culture. On voudrait vivre dans un endroit plus navrant qu'on ne le pourrait pas.

Or, ce qu'on peut avancer quand on regarde un petit peu l'histoire, c'est que les arts sont bien plus là pour ébranler l'identité

que pour la défendre et l'illustrer. Une œuvre digne de ce nom, que ce soit un roman, une chanson, une pièce ou un tableau, n'est jamais rassurante. Elle s'avère chaque fois une héritière de ce bon vieux Socrate, qui se disait attaché aux Athéniens par la volonté des dieux pour les stimuler comme un taon stimulerait un cheval. L'argument identitaire est précisément celui contre lequel se sont battus les artistes de tout temps et, pour se limiter à notre propre histoire, c'est précisément ce combat qui a fini par mener à cette Révolution tranquille que nous chérissons tant. Car que s'est-il passé à ce moment-là? *Grosso modo*, nous ne souhaitons plus être enfermés dans notre identité canadienne-française, carcan aussi étouffant que limitatif, dont diverses puissances étaient les geôliers. Qu'il s'agisse des Automatistes réunis autour de Borduas, ou encore d'Albert Laberge écrivant l'antiroman du terroir qu'est *La Scouine*, tous refusaient de défendre et d'illustrer cette identité dans laquelle ils ne souhaitaient pas se reconnaître. L'ennemi pour eux n'était pas simplement l'Église ou l'Anglais, mais également les « artistes » qui défendaient notre chatoyant destin : on peut penser en vrac à *Restons chez nous* et *L'appel de la terre* de Damase Potvin, *La terre vivante* de Harry Bernard, *La terre que l'on défend* de Henri Lapointe, *La terre ancestrale* de Louis-Philippe Côté, *La terre paternelle* de Patrice Lacombe, *Trente arpents* de Ringuet et autre *Déserteur* de Claude-Henri Grignon. Les « artistes », en effet, ne sont pas toujours nécessairement du côté de l'ouverture et de la clairvoyance. J'entends évidemment qu'entre deux maux il faut choisir le moindre, et je préfère Michel Rivard à Stephen Harper, mais j'ai plus ou moins l'impression dans ce temps-là de me trouver dans la position d'un Français lors du deuxième tour de 2002, alors qu'il fallait embrasser Chirac pour éviter de se faire enculer par Le Pen. C'est moins dégoûtant mais quand même.

Ce qui me fait ainsi encore plus peur que la politique culturelle des conservateurs, c'est que ce sont justement les écrivains du terroir que j'entends bêler quand je lis la lettre ouverte au premier ministre Stephen Harper, parue dans la page Idées du *Devoir* du jeudi 28 août 2008 et signée par 1186 « artistes, créateurs et citoyens ». Cette lettre s'intitule, on aurait presque envie

d'en rire si ce n'était pas si grave : « Une attaque au cœur de notre identité ». Or, au XIX<sup>e</sup> siècle, les défenseurs du cœur de notre identité, c'étaient ceux qui pissaient des « romans » qui passaient leur temps à mettre en scène de pauvres bozos qui lâchaient leur terre natale pour devenir, une fois rendus en ville, de pauvres alcooliques dégénérés. On s'amuse à juste titre aujourd'hui de ce corpus-là en se gargarisant par-dessus le marché d'être devenu Québécois, mais sans se rendre compte, c'est le drame, qu'on refait plus ou moins la même chose sur un mode différent parce que, pour nous tout comme pour eux, le rôle de la culture se résume à préserver les représentations idylliques qu'on aime à se faire de nous-mêmes. Pis ça se permet de rire des Anglais sur *Youtube*.

On connaît la fameuse image du combat entre l'ours et le crocodile. L'issue n'en est pas tant assurée par la force des opposants que par leur capacité à entraîner l'autre sur leur terrain de prédilection. C'est chaque fois à ça que je pense quand j'entends des « artistes » ou des représentants du monde culturel entonner le refrain des retombées économiques de la culture. Je comprends bien, ou à tout le moins j'ose l'espérer, qu'il ne s'agit là que d'une posture rhétorique servant à faire entendre raison à ceux que le profit excite et que la culture laisse froids, mais je ne peux m'empêcher de me méfier de la tactique. L'argument, en effet, me semble à double tranchant : à partir du moment où le « secteur culturel » s'avérera pour une raison ou pour une autre moins profitable, l'État se trouvera tout à fait justifié de lui couper les vivres comme il a fini par le faire pour les courses de chevaux. D'autre part, en se présentant à son interlocuteur à peu près de la même façon que le font les entrepreneurs, la gent « artistique » s'avance sur un terrain miné, puisqu'elle valide ainsi l'idée selon laquelle le domaine culturel est un secteur économique, à l'instar de l'industrie pétrolière, du commerce de détail ou des pâtes et papiers, ce qui m'apparaît, on l'aura deviné, comme la pire des grossières erreurs à ce propos.

La culture, il va sans dire, génère de toute évidence des profits, crée de l'emploi, attire les touristes et stimule la consommation. Le tournage d'un film fait travailler les marchands de tissus,

les ébénistes et les caméramans. On prend un taxi pour se rendre au théâtre, on boit un verre après être allé voir un show et on va manger un morceau en sortant du musée. La belle affaire. Si le rôle de la culture se résume effectivement à cela, ce n'est pas 45 millions qu'il faut couper, c'est l'ensemble des programmes au complet.

Heureusement, bien que les « artistes » semblent préférer l'ignorer, ce que génère dans les faits la culture est d'une tout autre nature. Parce que, bon, finalement, quel peut bien être le rôle des arts dans une société donnée ? Il y a sans doute plusieurs façons de l'exprimer, mais disons pour faire court qu'il s'agit d'un terreau. En cela, leur rôle se rapproche de celui de la science, plus précisément de la recherche fondamentale et non de l'appliquée, celle-ci étant tout entière harnachée à la technique et, de là, au profit. Il est bien clair que ceux qui jouissent de leurs ordinateurs personnels, des effets spéciaux qu'on voit dans les films américains ou de leurs BlackBerry le doivent à la recherche qui s'est faite en logique pure de même qu'en physique quantique dans les années 1950. Pourtant, bien malin est celui qui aurait pu prévoir à ce moment-là que ces recherches, qui, parce que dégagées de toute contrainte de résultats pratiques, s'apparentaient peu ou prou au pelletage de nuages, allaient finir par déboucher sur la révolution informatique.

Or, ce que génère la culture est précisément de cet ordre-là. Ceux qui se félicitent de ce que le Québec contemporain soit débarrassé du joug de l'Église le doivent en partie à la longue tradition anticléricale canadienne-française qui va de Buies aux Automatistes. Ces francs-tireurs, faut-il le préciser, n'étaient pas particulièrement aimés de leurs contemporains. Qu'il s'agisse du clergé, des élus, des « artistes » ou de la population, on les considérait, au mieux, comme des brasseurs de marde. Autre temps, autres mœurs, on ne les enjoignait pas à se boire un grand verre de ciguë, mais on les mettait quand même à la porte de leur poste de professeur à l'École du meuble ou l'on s'arrangeait encore pour les forcer à fermer leur journal. Que voulez-vous, sauvegarder le cœur de notre identité ne peut pas se faire sans casser d'œufs de canards boiteux.

Ceux qui gueulent aujourd'hui avec une effrayante rancœur qu'ils se câlissent (sic) royalement du théâtre sont à peu de chose près les mêmes qui se câlissaient (resic) des Automatistes, il y a soixante ans. Dès lors, l'exercice difficile, exigeant, il y a même des jours où l'on aurait envie de dire impossible, est d'arriver à faire entendre à tous ceux qui, j'en reste convaincu, n'ont tout de même pas envie de voir disparaître les acquis de la Révolution tranquille, qu'ils menacent par leurs convictions les éventuels changements dont nous pourrions jouir un de ces jours.

En contrepartie, il va sans dire que les programmes de subventions, et ce, autant au fédéral qu'au provincial, devraient être révisés, d'une part à la hausse, mais aussi et surtout dans leurs fonctionnements. Pensons à des aberrations telles que l'aide à l'édition qui se calcule au nombre de titres publiés, ou à l'aide au théâtre qui empêche pratiquement un succès public de se prolonger au-delà de trois ou quatre supplémentaires en pénalisant ceux qui, à cause de ce succès, chambouleraient leur programmation. Pour cela, il nous faudrait un gouvernement prêt à faire l'effort de pondre une véritable politique culturelle. Malheureusement, il est à parier que la tâche s'avérerait extrêmement difficile tant nos Damase Potvin contemporains s'y opposeraient. À cela s'ajoute, *par-dessus le marché, que nos élus n'y auraient pas grand-chose à gagner à court terme.*

Ce qui nous amène à nous poser ce qui est peut-être l'ultime question en démocratie : dans quelle mesure, et jusqu'où, un État est-il prêt à subventionner des œuvres dont l'essence est de remettre en cause ce qu'il incarne et représente, œuvres qui risquent même, en tout ou en partie, au fil du temps, d'effriter sa puissance? Bien sûr, ce qu'on peut se demander, c'est si nous posséderons un jour un État suffisamment mature pour accepter de jouer ce rôle. Poser la question, comme le veut l'expression, c'est y répondre. On a, comme on le sait, les États et les gouvernements qu'on mérite.

Les arts et la culture, je le répète en terminant, sont en vérité le contraire même des portraits officiels. La question dans leur cas n'est pas de préserver notre identité, mais bien de faire fructifier notre héritage, et ce, au sens où l'entend non pas le banquier

mais plutôt l'arbre fruitier. Pour ce faire, il faudra pouvoir assumer un jour que la culture, tout comme l'éducation, ne sont pas de l'ordre des investissements mais des dépenses, et que c'est précisément en tant que dépenses qu'elles s'avèrent pour nous, non pas rentables, mais fertiles.